



Qui pille le Congo ?

Par [Convergence des causes](#)

Mondialisation.ca, 03 août 2007

[Convergence des causes](#) 3 août 2007

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Militarisation](#), [Transnationales](#)

Le sergent Mobutu n'avait pu devenir chef de l'État en 1965 qu'après l'assassinat concerté entre Belges et Étasuniens et le renfort exécutif de troupes onusiennes du leader de l'Indépendance Patrice Lumumba trop indocile et indépendant en janvier 1961. Sous le règne dictatorial du Léopard de l'Afrique, la dette du Congo est passée de 30 millions de dollars en 1965 à 13 milliards en 1998, en même temps que sa fortune personnelle a explosé. Après la guerre de Libération menée avec le Rwanda, l'Ouganda qui avait permis de chasser Mobutu en 1997, vint le temps du réajustement structurel avec Laurent Désiré Kabila contraint selon les principes du FMI d'ouvrir aux transnationales l'accès aux fantastiques richesses minières de la RDC. Puis vint le temps d'une guerre qui n'a rien de civile, démarrée le 2 août 1998, qui a impliqué pas moins de 6 gouvernements africains, a duré 6 années et fait trois millions de morts.

Pourquoi ?

La République Démocratique du Congo est riche, immensément riche, d'or, de cuivre, de diamant, de coltan, cet alliage de colombium et de tantale si rare, trouvé en abondance au centre de l'Afrique (80% des réserves mondiales), et indispensable à la fabrication de téléphones cellulaires, satellites, missiles, réacteurs nucléaires, pièces de vaisseaux. L'Est du Congo a été traité par le Rwanda et l'Ouganda comme leur arrière-pays à dépecer pour ses ressources minières, les bénéfiques servant en retour à financer la guerre. Les transnationales minières et les grands financiers se sont arrachées les morceaux du Congo les plus rentables immédiatement en s'alliant aux tendances politiques qui leur étaient favorables ainsi qu'à leurs groupes militaires rebelles. Elles ont parfois créé leurs propres milices privées. Parmi elles, peuvent être citées les compagnies minières géantes comme la Consolidated Eurocan Ventures du Lundin Group, Barrick Gold Corporation (BGC) aujourd'hui en deuxième position pour la production mondiale de l'or, l'Anglo American Corporation (AAC) d'Afrique du Sud, la plus importante compagnie minière du monde, en dehors des pétrolières.

Dans le Conseil de transaction de la Barrick siège l'ex-président Bush, père de l'actuel président Bush. De plus petites ont vu le jour dans les années quatre vingt dix qui s'affrontent aux précédentes sur ce terrain comme l'American Minerals Fields Inc. (AMFI) et de son associé l'American Diamond Buyers, et d'autres encore: des Etats-Unis, du Canada, d'Afrique du Sud, d'Ouganda, de Belgique, d'Israël... L'AMFI créée en 1995 a pour dirigeants des financiers occidentaux qui participent à l'élaboration d'enjeux stratégiques mondiaux dans tous les domaines, techniques, politiques et même scientifiques. Leur ambition n'est plus seulement d'avoir des États assujettis à leur puissance, mais de forger de nouvelles entités étatiques qui seraient leur prolongement. Les moyens économiques et militaires

dont disposent ces groupes privés leur permettent de créer un « Nouvel Ordre Mondial » en anéantissant comme en Irak et en Afrique les structures étatiques existantes. La République Démocratique du Congo, par sa taille, de la dimension de l'Union Européenne, sa situation, en plein coeur de l'Afrique, et ses immenses richesses minières est la cible de ces nouveaux prédateurs d'une puissance souvent supérieure à celles des anciens États impériaux actuellement désengagés de leurs anciennes possessions.

Aujourd'hui, le pays est enfoncé dans la plus grande des misères, 75% de ses 60 millions d'habitants vivent avec moins d'un dollar par jour, moins de 20% ont accès à l'eau et à l'électricité. Pourtant, avec 34% des réserves mondiales connues de cobalt, 10% des réserves de cuivre, mais aussi de l'uranium, de l'or, du bois, du pétrole et un potentiel hydroélectrique de plus de 80.000 MW (le 4e du monde), l'ex-Zaïre pourrait devenir un des moteurs économiques de l'Afrique. Pour figurer la richesse minière congolaise, la moyenne d'or extraite par tonne de terre déplacée est de 7 kilos et par endroit de 16 kg contre 11 grammes d'or pour la moyenne mondiale. La capitale Kinshasa, meurtrie par trois vagues de violences depuis le mois d'août, est encore sous haute surveillance policière et militaire. Une nouvelle brèche s'est ouverte sur le front est, dans la région volatile du Nord-Kivu où l'armée régulière a combattu fin novembre des soldats dissidents réfractaires au processus de réforme de l'armée. Entamé en 2004, ce processus comprenait le désarmement de tous ceux qui avaient combattu, que ce soit du côté des forces gouvernementales ou du côté des groupes armés et leur intégration dans l'armée nationale unifiée mais il tarde à être mis en place. Les groupes armés congolais opposés au processus de paix et à l'intégration dans les FARDC ont eux aussi perpétré de multiples atteintes graves aux droits humains au Nord-Kivu, au Sud-Kivu, au Katanga et dans la Province-Orientale (Ituri). Ces exactions comprennent des viols, des homicides illégaux et des actes de torture. Des groupes armés étrangers, notamment les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) ainsi que des mouvements burundais et ougandais, continuent d'opérer sur le sol congolais et de commettre de graves atteintes aux droits humains. Ce 17 avril 2007, l'agence de l'ONU pour les réfugiés a fait état de 650 000 déplacés en raison de l'insécurité dans l'Est de la RDC et dans la seule province du Nord Kivu. Les enfants continuent d'être enrôlés le plus souvent de force par les groupes non gouvernementaux. Les femmes sont exposées aux pires violences.

Ici, les ingérences occidentales ne sont même pas occultes. Elles ne peuvent décemment pas se targuer d'être « humanitaires » quand elles fournissent en armes les groupes qui leur permettent de se servir en minerais et que le projet de fragmenter le coeur de l'Afrique en petites entités sans autonomie politique ni militaire, sorti de sa latence depuis les cartons de l'AMFI et de la Barrick est en cours d'exécution depuis le milieu des années quatre vingt dix. Le revirement du père Kabila dès son arrivée au pouvoir qui a dénoncé les contrats miniers léonins au profit de ces compagnies puis son assassinat prouvent qu'il existe une cohésion d'un peuple congolais par delà les plus que cinq cent ethnies qui le composent.

Convergence des Causes, 22 juillet 2007.

La source originale de cet article est [Convergence des causes](#)

Copyright © [Convergence des causes](#), [Convergence des causes](#), 2007

Articles Par : [Convergence des causes](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca